

HUMAN RIGHTS WATCH

Une stratégie contre-productive

Dans son Rapport mondial 2006, l'ONG américaine dénonce le peu de valeur accordé aux droits humains par les puissances occidentales en général et par les Etats-Unis en particulier.

De nouvelles découvertes ont prouvé, en 2005, que la torture et les mauvais traitements font partie intégrante de la stratégie antiterroriste de l'administration Bush. Cette orientation délibérée affaiblit la défense mondiale des droits de l'homme, a déclaré Human Rights Watch lors de la publication de son Rapport Mondial 2006.

De nouvelles preuves ont montré que les abus lors des interrogatoires ne sont pas le fait de quelques soldats de grade inférieur, mais qu'ils sont la conséquence d'une stratégie politique délibérée, élaborée par des hauts fonctionnaires du gouvernement américain. Cette politique est une entrave à la volonté de Washington d'amener d'autres Etats, par la persuasion ou par moyen de pression, à respecter le droit international, comme l'indique le chapitre d'introduction de ce rapport de 532 pages.

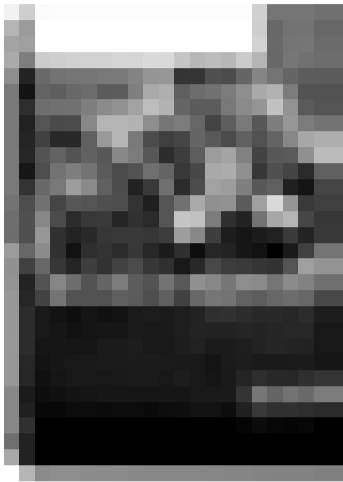
Le rapport, en anglais, est disponible sous <http://hrw.org/wr2k6>

"Le combat contre le terrorisme est indissociable du combat pour les droits de l'homme," a déclaré Kenneth Roth, le Directeur exécutif de Human Rights Watch. "Mais

justifier, pour mener ce combat, le recours à des pratiques illégales contre des terroristes présumés est tout à la fois maladroit et contre-productif."

Roth a affirmé que les pratiques illégales ne font qu'encourager l'enrôlement des terroristes, tout en décourageant l'assistance portée par le public aux efforts antiterroristes et en créant une catégorie de détenus qu'il devient alors impossible de juger.

Certains partenaires des Etats-Unis, comme la Grande-Bretagne et le Canada, ont contribué à cette déficience de leadership en matière de droits de l'homme en tentant de se dérober à certaines obligations de protections internationales des plus importantes. La Grande-Bretagne a en effet cherché, en se basant sur des assurances de bons traitements dénuées de crédibilité, à livrer des suspects à des régimes susceptibles de les torturer, le Canada a cherché à réduire la portée d'un traité proscrivant les disparitions forcées. L'Union Européenne a continué de



minimiser l'importance des droits de l'homme dans ses relations avec des Etats jugés utiles dans la lutte contre le terrorisme, comme la Russie, la Chine et l'Arabie Saoudite.

De nombreux pays - dont l'Ouzbékistan, la Russie et la Chine - ont utilisé l'argument de "guerre contre le terrorisme" pour se débarrasser de leurs adversaires politiques, alors marqués du label de "terroristes islamiques".

Outre ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, Human Rights Watch a rassemblé des preuves sur nombre d'abus graves. En mai 2005, le

gouvernement d'Ouzbékistan a massacré des centaines de manifestants à Andijan, le gouvernement soudanais a continué sa "purification ethnique" au Darfour, et des atrocités répétées ont été rapportées dans la République Démocratique du Congo, ainsi qu'en Tchétchénie. Une intense répression s'est poursuivie en Birmanie, en Corée du Nord, au Turkménistan, ainsi qu'au Tibet et dans la région de Xinjiang en Chine. La Syrie et le Vietnam ont continué de restreindre les libertés de la société civile, et le Zimbabwe a mené des expulsions forcées massives, sur la base de motifs politiques.


Il y a cependant eu des avancées dans les efforts déployés par les puissances occidentales pour soutenir les droits de l'homme en Birmanie et en Corée du Nord. Les pays en voie de développement ont aussi joué un rôle positif: l'Inde a suspendu l'essentiel de son aide militaire au Népal après le coup d'Etat du Roi, et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a obligé la Birmanie

à abandonner sa présidence en 2006 en raison de ses antécédents déplorables en matière de droits de l'homme. Le Mexique a pris l'initiative de convaincre les Nations Unies de maintenir un Rapporteur spécial sur la protection des droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Le Kirghizistan a résisté à une intense pression de la part de l'Ouzbékistan et a porté secours à la presque totalité des 443 réfugiés du massacre d'Andijan, la Roumanie leur a accordé un refuge provisoire. (...)

Le Rapport Mondial 2006 de Human Rights Watch contient des informations issues d'enquêtes sur l'évolution des droits de l'homme dans 66 pays en 2005. Outre l'introduction sur la torture, le rapport comprend deux autres chapitres spécifiques: "Les compagnies privées et l'intérêt public: pourquoi les sociétés devraient se réjouir d'une réglementation mondiale des droits de l'homme" et "Empêcher la propagation fulgurante du VIH/sida: le rôle essentiel des droits de l'homme".

Human Rights Watch

Unser Spezial-Angebot zum Jahresende geht in Verlängerung!

1 woxx-Jahresabo +
1 Flasche erstklassigen Barolo
aus ökologischem Anbau
zum Einstiegspreis von 52 €*


Bestellung bis zum 31.1.2006 durch Überweisung der Summe auf das Postscheckkonto LU18 1111 1026 5428 0000.

Die Flasche Barolo kann, nach telefonischer Vereinbarung, in den Büros der woxx abgeholt werden.

* Ausl. zzgl. 26 € Versandkosten.
Nur für Neu- oder Geschenkabos. Die Überweisung sollte spätestens bis zum 31. Januar auf dem Konto der woxx eingegangen sein. Danach gelten die regulären Abobedingungen.

dei aner wochenzeitung



Avis

Ministère des Travaux publics

Administration des Bâtiments Publics

Division des Travaux Neufs

Avis d'adjudication

Ouverture de la soumission: **mardi 28 février 2006 à 10:00 heures**, Administration des Bâtiments publics, 10, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg.

4e extension de la Cour de Justice des CEE à Luxembourg/ Kirchberg

Objet: **installations électriques Basse Tension et Courant Faible**

Lot: **fourniture, pose et mise en service des installations multimédia pour les bâtiments "Galerie, Palais et Anneau"**

- Système d'interprétation
 - o 32 canaux
 - o 331 postes interprètes
 - o 243 microphones participants
 - o 1034 sélecteurs de langues
- Régies audio
- Vidéo
 - o 29 caméras 3CCD
 - o 10 vidéoprojecteurs
 - o 36 grands écrans plasma/LCD
 - o 282 petits écrans LCD intégrés dans mobilier
- Régies vidéo
- Sonorisation
- Streaming
- Enregistrement audio/vidéo numérique
- Vidéoconférences

- Signalétique dynamique
 - Raccordement cars régies
- La durée des travaux est de 240 jours ouvrables à débuter au courant du 2e semestre 2006.

Lot: installations électriques Basse Tension pour les bâtiments Palais, Anneau et Tours

- 52 tableaux électriques
- 12 000 mètres de chemins à câbles
- 400 000 mètres de câbles
- 22 754 prises, interrupteurs et raccords électriques
- 10 700 luminaires
- 276 luminaires de secours autonomes
- 1 installation EIB-BUS

La durée des travaux est de 240 jours ouvrables à débuter au courant du 2e semestre 2006.

Lot: installations électriques Basse Tension pour les bâtiments "Tours"

- 1 installation paratonnerre avec 1225 m de ligne de captage
- 78 tableaux électriques
- 12 000 mètres de chemins à câbles
- 640 mètres de canalisations préfabriquées
- 445 750 mètres de câbles
- 11 900 prises, interrupteurs et raccords électriques
- 11 050 luminaires
- 1 115 luminaires de secours autonomes
- 1 installation EIB-BUS

Le délai d'exécution est de

255 jours ouvrables à partir du 2e semestre 2006

Date limite d'obtention des documents: 21/02/2006

Conditions d'obtention et mode de paiement des documents contractuels/additionnels:

Les intéressés sont tenus d'introduire leur candidature écrite au minimum 24 heures avant de retirer le dossier de soumission à l'Administration des Bâtiments publics "Soumissions" Boîte Postale 112 L-2011 Luxembourg Télécopieur: 46 19 19 - 555

Les plans, cahiers de charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats du lundi 23 janvier 2006 au mardi 21 février 2006.

Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau

Les offres portant l'inscription 'Soumission pour les travaux de ... dans l'intérêt de la 4e extension de la Cour de Justice' sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi du présent avis au Journal Officiel de l'U.E.: 16/01/2006

Luxembourg, le 12 janvier 2006
Le ministre des Travaux publics,
Claude Wiseler